

Économie politique

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **26 (1934)**

Heft 1

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Economie politique.

Cours d'actions stables.

A fin 1933, les actions dans les bourses suisses sont en moyenne à peu près au même niveau qu'il y a une année, voire même un peu plus haut. La hausse des cours qui s'était manifestée au printemps n'a pu être maintenue. Par contre, il ne s'est également pas produit de nouveaux effondrements de cours comme ce fut le cas durant l'été 1932 lors du krach Kreuger et surtout comme en automne 1931 au début de la catastrophe monétaire. C'est là encore un nouvel indice de la trêve que subit le mouvement de la conjoncture et de la stabilisation, à un moment où il est vrai, la crise est à un niveau encore bien bas.

Nous donnons comme d'habitude les cours des actions des industries et banques les plus importantes, à la fin de l'année:

	Montant nominal des actions en francs	Cours en bourse des actions à la fin de l'année					
		1913	1921	1928	1931	1932	1933
Nestlé, Cham	200	1760	220	940	430	500	660
Aluminium, Neuhausen . . .	1000	2780	1262	3750	1400	1540	1830
Lonza U. E. et fabr. chim. . .	200	490	90	485	80	95	75
Brown, Boveri & Co, Baden .	350	—	197	605	170	170	121
Sulzer (société holding) . . .	1000	—	405	1280	400	410	400
Bally (société holding) . . .	800	1280	655	1560	600	780	870 ²
Aciéries Fischer, Schaffhouse .	500	860	390	1080	430	340	270
Maggi (société holding) . . .	5000	10225	3800	17800	15000	16000	19000
Fabr. de machines, Oerlikon .	500	645	410	800	410	500	460
Soc. pour l'industrie chimique	1000	1880	825	3550	2350	2600	3750
Société ind. pour la chappe .	1000	3885	1330	4480	960	1000	700
Fabr. de locom., Winterthour	500	690	400	600	210	140	40
Fabr. de conserves, Lenzbourg	1000	1920	700	1610	1225	1080	1340
Fabr. de prod. chim. Sandoz, Bâle	1000	1900	1100	5275	2850	3280	4850
Union des banques suisses . .	500	756	530	860	535	550	490
Crédit suisse	500	832	545	1000	540	630	620
Société de banque suisse . . .	500	635	500	765	460	425	330
Soc. financ. Motor-Columbus .	500	650 ¹	140 ¹	1260	350	270	260

¹ Seulement Motor S. A. ² Après remboursement de 200 fr.

Il y a actuellement sept actions dont le cours est plus élevé qu'en décembre 1932. Ceci concerne surtout les grandes sociétés industrielles bien assises (Nestlé, Aluminium, Maggi, Industrie chimique, Bally). Les actions de la Maison Sulzer valent autant qu'il y a une année, même qu'il y a deux ans. Comparativement à l'année précédente, les autres sociétés ont subi une perte de cours. C'est le cas en particulier pour les banques et les sociétés financières, conséquence des conditions monétaires incertaines et des moratoires de paiement étrangers. Quelques sociétés industrielles qui n'ont pu amasser suffisamment de réserves pendant la bonne période, ont subi d'importantes pertes (Fabrique de locomotives, Aciéries Fischer, Brown-Boveri).

En établissant une comparaison avec les cours les plus bas enregistrés au cours de la dernière crise, de 1921, on constate que la situation des grandes entreprises industrielles suisses est, en général, beaucoup meilleure qu'à cette époque-là. Les actions de nombreuses sociétés sont cotées sensiblement plus haut qu'en 1921. En tête figurent celles de l'industrie des papiers chimiques, qui atteignent le quadruple, voire même le quintuple de leur valeur nominale.

Basés sur les cours des actions mentionnés plus haut, nous avons établi la valeur en bourse pour tout le capital-actions:

	Divi- dende pour 1932 resp. 1932/33 en %/o	Valeur nominale du capital- actions en millions de francs	Valeur en bourse de tout le capital-actions			Plus-value et moins value fin 1933 comparée à fin 1932
			fin 1931	fin 1932	fin 1933	
Nestlé, Cham	14	97,5	209,6	243,8	322	+ 78,2
Aluminium, Neuhausen	9	60	84	90	109,8	+ 19,8
Lonza U. E. et fabr. chim. . . .	—	48	19,2	22,8	18	— 4,8
Brown, Boveri & Co, Baden . . .	—	47	22,8	22,8	15,8	— 7,0
Sulzer (société holding)	—	40	16	16,4	16	— 0,4
Bally (société holding)	—	32	24	31,2	34,8	+ 11,6
Aciéries Fischer, Schaffhouse . .	—	25	21,5	17	13,5	— 3,5
Maggi (société holding)	10	24	72	76,8	91,2	+ 14,4
Fabr. de machines, Oerlikon . . .	4	20	16,4	20	18,4	— 1,6
Soc. pour l'industrie chimique . .	15	20	47	52	75,2	+ 23,2
Société ind. pour la chappe . . .	—	18	17,3	18	12,6	— 5,4
Fabr. de locom., Winterthour . .	—	12	5	3,4	1	— 2,4
Fabr. de conserves, Lenzbourg . .	6	10	12,2	10,8	13,4	+ 2,6
Fabr. de prod. chim. Sandoz, Bâle	18	10	28,5	33	48,5	+ 15,5
Total 14 sociétés industrielles	—	471,5	595,5	658,0	790,2	+140,2
Union des banques suisses	6	160	171,2	176	156,8	— 19,2
Crédit suisse	8	150	162	189	186	— 3
Société de banque suisse	4	80	92	85	52,8	— 12,2
Soc. financ. Motor-Columbus . . .	—	93,5	65,3	50,5	48,6	— 1,9
4 sociétés financières total	—	503,5	490,5	500,5	444,2	— 36,3

Fin décembre 1933, le capital-actions des 14 sociétés industrielles était estimé par les bourses à 790 millions; ce qui (si l'on tient compte du remboursement de capital de 8 millions de la maison Bally) représente 140 millions ou 21% de plus qu'à fin 1932. A ce propos, il faut tenir compte que les cours de l'année précédente étaient déjà de 10 % supérieurs à ceux de fin 1931. Ce résultat est dû naturellement à la puissance des grandes sociétés industrielles, qui enregistrèrent de très fortes hausses de cours. Pour les banques et les sociétés financières, on constate une dépréciation sur toute la ligne qui, pour les 4 sociétés nommées (en tenant compte de la réduction du capital de la Société de banque, de 20 millions), représente 36 millions ou 7 %.

Voici les conclusions que nous tirons de l'état actuel du cours des actions: Il est certain que les sociétés industrielles ont été gravement atteintes par la crise, à l'exception des entreprises de l'industrie chimique qui ont réalisé des bénéfices scandaleux. Nombreuses sont les industries, et parmi elles les plus importantes qui, bien munies de réserves, n'ont été atteintes que temporairement et ont actuellement déjà surmonté la crise, du moins en grande partie. D'autres (Brown-Boveri, Fischer, Lonza, Sulzer) auront encore d'importants amortissements à faire, si elles ne l'ont pas déjà fait (Fabrique de locomotives, Winterthour). Les sociétés d'alimentation travaillant pour le marché indigène n'ont pas eu beaucoup à souffrir de la crise. Les sociétés financières qui ont d'importantes succursales à l'étranger sont naturellement menacées des suspensions de paiement et des difficultés de transfert à l'étranger. Le fait que les cours des actions sont actuellement plus élevés qu'ils ne le furent en 1932 et 1931 prouve que les bourses escomptent une lente amélioration de l'économie.

Les dividendes en 1932.

Contrairement à d'autres publications de l'Office fédéral de statistique, la statistique sur les dividendes paraît toujours très rapidement (Annuaire 1932, recensement des professions).

Les chiffres touchant les dividendes versés en 1932 portent l'empreinte de la *crise*. Le dividende moyen tombe à 3,6 % contre 4,5 l'année précédente. Dans ce taux figure le capital qui ne rapporte pas de dividende et qui n'en-globe pas moins de 51 % du capital-actions intégral. Les sociétés qui versent des dividendes, arrivent en moyenne à 7,3 %, ce qui est encore très raisonnable en temps de crise. Un autre fait curieux, c'est que les dividendes des entreprises industrielles sont de 4,8 contre 5,8 % l'année précédente, plus élevés et ont moins diminué que les dividendes pour la moyenne totale. Cela provient de ce que, comme nous le démontrons plus loin, les sociétés financières ont subi de très grosses pertes de dividendes, ce qui a sensiblement influencé la moyenne.

Nous donnons ci-dessous un aperçu sur les dividendes qui ont été versés depuis 1920 :

Année	Capital versé en millions de francs	Capital ne rapportant pas de dividende	Dividendes en millions de francs	Dividendes en 0/0	Dividendes des dividendes versés par les S. A. en 0/0
1920	3902	—	230	5,9	—
1921	4274	49,4	158	3,7	7,3
1922	4345	51,1	160	3,7	7,5
1923	4341	37,0	209	4,8	7,6
1924	4455	31,0	261	5,9	8,5
1925	4554	26,3	284	6,2	8,5
1926	4663	26,0	288	6,2	8,3
1927	4987	24,1	350	7,0	9,3
1928	5624	22,4	407	7,2	9,3
1929	6278	22,8	438	7,0	9,0
1930	6712	29,8	410	6,1	8,7
1931	6803	41,1	309	4,5	7,7
1932	6818	51,4	243	3,6	7,3

Si nous comparons les résultats de l'exercice 1932 avec ceux de la dernière crise de 1921/22, nous constaterons que le dividende moyen est tombé à peu près au même niveau. Le montant des dividendes répartis est naturellement, en cette période de crise, plus élevé qu'alors par suite de l'augmentation du capital-actions. Le capital ne rapportant pas de dividende est à peu près le même qu'à cette époque. Un fait curieux est que les dividendes des sociétés qui en distribuent (le capital ne rapportant pas de dividende non compris) ne sont pas, en cette période de crise, beaucoup en dessous de la moyenne de ceux payés en temps de haute conjoncture. C'est que nombreuses sont les entreprises qui possèdent un portefeuille bien bourré leur permettant, malgré une diminution du rendement, de distribuer les mêmes dividendes qu'en temps de prospérité.

Voici les dividendes versés par les diverses branches économiques :

Branches	Capital rapportant du dividende en mill. de fr.	Dividende 1932 1000 fr.	Dividende en %		Capital ne rapportant pas de dividende en % 1932
			1931	1932	
I. Industrie	2,049	97,746	5,81	4,77	38,5
Industrie de l'alimentation	325	29,674	10,59	9,14	9,8
Dont : Meuneries	17	815	4,3	4,7	22,3
Chocolat, lait condensé	164	17,318	12,3	10,6	5,7
Conserves	36	2,023	7,0	5,6	14,0
Brasseries, malteries	45	5,811	16,8	12,9	1,1
Tabac	22	1,516	6,8	6,7	20,0
Vêtements, nettoyages	53	625	1,71	1,17	76,0
Dont : Chaussures en tous genres	18	103	0,4	0,6	92,5
Pierres et terre	74	3,837	5,67	5,16	27,2
Dont : Gypse, ciment	37	1,773	4,7	4,8	21,9
Industrie du bois	15	337	2,95	2,20	56,6
Industrie du bâtiment	17	700	4,57	4,11	34,0
Industrie textile	235	3,766	2,24	1,61	72,9
Dont : Soie artificielle	25	—	—	—	100,0
Soie	78	833	1,3	1,1	87,5
Coton	58	921	2,4	1,6	66,0
Laine	20	915	6,3	4,5	39,0
Broderie	12	—	0,6	—	100,0
Teinturerie, impression	27	617	3,9	2,3	63,3
Papier, cuir, caoutchouc	62	1,800	3,73	2,92	53,2
Dont : Cellulose, pâte de papier, papier	37	1,160	4,0	3,1	45,9
Industrie chimique	185	10,017	6,55	5,43	50,9
Dont : Engrais, grosse chimie	25	2,103	8,2	8,3	7,9
Electro-chimie, métallurgie	58	207	4,3	0,4	94,1
Couleurs dérivées de l'aniline, remèdes, parfums	60	6,681	10,7	11,1	18,0
Fer, métaux	481	17,434	5,35	3,63	51,7
Dont : Aciéries, usines métallurgiques	35	2,207	8,0	6,4	3,6
Fonderies, fabr. de machines	231	4,759	4,3	2,1	69,2
Automobiles, motocyclettes	24	200	4,4	0,8	83,5
Aluminium, articles en alum.	78	5,937	8,6	7,6	9,5
Montres, bijouterie	83	419	1,11	0,50	91,4
Dont : Montres	75	325	1,1	0,4	92,6
Usines électriques, à gaz, eau	485	27,684	6,05	5,70	9,2
Dont : Usines électriques	475	27,117	6,1	5,7	9,3
Arts graphiques	33	1,453	11,50	4,46	39,5
Dont : Impression de livres, de journaux	24	1,402	14,6	5,9	21,9
Autres industries	2	—	4,06	—	100,0
II. Commerce	404	12,144	3,97	3,01	64,9
Commerce des marchandises	306	10,579	3,79	3,46	60,6
Branches auxil. du commerce	98	1,565	4,84	1,60	78,4
III. Crédit, assurances	3,774	127,154	4,41	3,37	52,4
Banques	1,234	62,128	5,52	5,03	14,0
Sociétés holding	2,435	42,876	3,15	1,76	73,8
Dont : Société de placement	110	1,100	2,1	1,0	86,4
Société financière et de contrôle	1,827	37,409	3,8	2,1	69,1
Assurances	105	22,150	21,17	21,16	5,9
IV. Hôtels et restaurants	91	529	1,16	0,58	90,0
V. Trafic	370	2,892	1,08	0,78	84,1
VI. Sociétés immobilières	88	2,031	2,24	2,30	59,5
VII. Autres sociétés	42	472	1,42	1,13	75,2
Total	6,818	242,968	4,54	3,56	51,4

La statistique englobe plus de 2900 sociétés anonymes, qui possèdent à peu près le 90 % du capital-actions de toutes les S. A. en Suisse.

En considérant attentivement le tableau, on remarquera que le recul des dividendes doit être attribué avant tout aux très mauvais bouclements de compte des sociétés financières. Le montant des dividendes distribués par les maisons de crédit et les compagnies d'assurances s'est élevé en 1932 à 127 millions contre 167 millions l'année précédente. Ainsi sur la diminution totale des dividendes qui est de 66 millions en chiffres ronds, 40 millions concernent les entreprises financières. Dans ce groupe ce sont en particulier les sociétés financières (l'office des statistiques les nomme encore absolument à tort sociétés holding), dont les dividendes ont diminué de 77 à 43 millions. Cet important recul provient de la dévalorisation des valeurs, en particulier de celles de l'étranger, ce qui est en rapport direct avec le chaos monétaire.

Dans l'industrie la diminution du montant des dividendes n'a été que de 120 à 98 millions. Durant l'année de crise 1932, les sociétés industrielles suisses ont donc encore pu verser 100 millions sous forme de dividendes. Certaines branches d'industries n'ont pas subi de recul, elles accusent même une légère augmentation. Il s'agit des meuneries, industrie de la chaux et du ciment, couleurs d'aniline. L'industrie du textile, la métallurgie, l'industrie horlogère qui distribuaient déjà une moyenne de dividende très modeste ont encore dû les réduire dans de fortes proportions. Le recul extraordinaire des dividendes des arts graphiques provient de ce que le dividende versé en 1931, par une répartition spéciale des bénéfiques, entre autres sous forme d'actions gratuites, avait été exagéré. Voici les branches d'industries qui versent encore plus de 10 % de dividende: Brasserie et malterie (12,9 %), couleurs d'aniline (11,1 %), chocolat et lait condensé (10,6 %). Dans le dernier groupe, la moyenne est fortement influencée par le dividende de 14 % que distribue le concern Nestlé.

Politique sociale.

La situation de l'assurance-chômage.

On sait qu'en Suisse l'assurance-chômage est réglementée par la loi fédérale du 17 octobre 1924. A cet effet, la Confédération renonce à l'assurance-chômage de l'Etat et se borne à verser des subventions aux caisses d'assurance-chômage reconnues. En plus des caisses syndicales qui existaient déjà en 1924, la promulgation de la loi encouragea intentionnellement dans une très forte mesure la création de caisses publiques des cantons et des communes ainsi que de caisses paritaires administrées en commun par des patrons et des employés.

Le tableau suivant permettra de se rendre compte du développement des effectifs des caisses de chômage depuis 1926:

	Nombre absolu des membres				En pour cent		
	Caisses syndicales	Caisses publiques	Caisses paritaires privées	Total	Caisses syndicales	Caisses publiques	Caisses paritaires privées
1926	136,541	20,059	6,848	163,448	83,2	12,7	4,1
1927	158,745	43,645	44,757	247,147	64,2	17,7	18,1
1928	164,357	48,083	50,098	262,538	62,7	18,3	19,0
1929	177,873	55,371	57,249	290,493	61,2	19,1	19,7
1930	186,652	62,430	65,993	315,075	59,2	19,8	21,0
1931	218,618	87,578	75,230	381,426	57,3	23,0	19,7
1932	260,199	131,953	91,620	483,772	53,8	27,3	18,9
1933	273,551	154,835	95,594	523,980	52,2	29,6	18,2